



Comité des ONG sur la Condition de la Femme, New York

## ONU 65ème Session de la Commission de la Condition de la Femme ONG CSW65 Forum Virtuel

20 Mars 2021 - 14h30-16h30 (New York)

Thème : Comment Garantir l'Autonomisation des Femmes et des Filles, y Compris celles en Situation de Handicap, à toutes les Etapes de leur Vie ?

How to Ensure Women's and Girls' Empowerment, Including those with Disabilities, at all Stages of their Life?

Il est obligatoire de vous inscrire en tant qu'ONG CSW65 Virtual Forum Advocate pour participer à cet événement.

Lien pour s'inscrire et participer – C'est gratuit : <https://ngocsw.org/ngocsw65/>  
<https://ngocsw65forum.us2.pathable.com/meetings/virtual/vSMpWqrkzdDdsJ5Mz>

### Agenda

14h30-16h30 (Heure New York)

### Introduction

- Modérateur : François Ndengwe, Fondateur et président de African Advisory Board, Rédacteur en Chef, Hommes d'Afrique Magazine, Femmes d'Afrique Magazine
- Présentation du thème : Jeannette Kah Le Guil, Fondatrice & CEO: Entreprise Nationale et de la Diaspora pour le Développement Durable, LLC (ETNAD3) – Disability Inclusive Development Programs and Services, Inc. (DIDEVAS)

### Interventions

**Son Excellence Madame Hilda SUKA-MAFUDZE, Ambassadeur de l'Union Africaine auprès des Etats-Unis**

L'Agenda 2063 de l'Union africaine et de sa vision de l'autonomisation des femmes et des filles, y compris des personnes handicapées. Recommandations pour l'implication de la diaspora africaine, la 6ème région d'Afrique

**Madame Laure BAFLAN-DONWAHI, Maire de la Commune de Mayo-Oulo, Présidente de l'Union des Femmes de la Région de la NAWA, Côte d'Ivoire**

Expérience de l'Autonomisation des Femmes et des Filles en zone rurale

**Pr Mohenou Isidore DIOMANDE, Professeur à l'UFR Sciences Médicales d'Abidjan, Chef de Service au CHU de Cocody et Directeur du Diplôme d'études spéciales en Anatomie Pathologique**

Contribution de la santé et de l'éducation à l'autonomisation des femmes et filles, y compris celles des personnes handicapées

## Discussions des panélistes

1. Armand Kamihénou OULAI, Enseignant Conseiller Marketing et Management
2. Binouri Brice MONNOU, Présidente, Femmes et Contributions au Développement, FECODEV
3. Claire DESAINT, co-Présidente, Association Française Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA - Disabled Peoples' International)
4. Jeannette KAH LE GUIL, Fondatrice & CEO, DIDEPAS Inc., ETNAD3, LLC
5. Jeannine B. SCOTT, Principal, America to Africa Consulting (A2A), LLC
6. Karen SABA, co-Fondatrice et Conseillère Stratégique, Safety Analysis and Business Advice, LLC
7. Liliane MEAMBLY, Spécialiste principale en investissements
8. Dr. Olivier MANCERON, co-Président, Association Française Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA- Disabled Peoples' International)
9. Pierre MOUGIN, Administrateur Directeur Général de AGIR FINANCE Côte d'Ivoire SA, Société de Microfinance
10. Sefakor KOMABU-POMEYIE (Ph.D.) Founder of Enlightening and Empowering People with Disabilities in Africa (EEPDAFRICA)
11. Vanessa BAH-LEROUX, Avocate au Barreau de Côte d'Ivoire

## Conclusion – Propositions d'actions à poursuivre

Clôture



Organisateurs : DIDEPAS Inc., ETNAD3 LLC - CADUS

Contact : [jeannettekahleuil@didepas.org](mailto:jeannettekahleuil@didepas.org) – (202) 469-0624 - [www.didepas.org](http://www.didepas.org)





## Comité des ONG sur la Condition de la Femme, New York

### ONG CSW65 Forum Virtuel

Vous invite à un événement parallèle

20 Mars 2021 – 14h30-16h30 (New York)

Thème : Comment Garantir l'Autonomisation des Femmes et des Filles, y Compris celles en Situation de Handicap, à toutes les Etapes de leur Vie ?

**A propos de l'événement :** Les femmes et les filles, en particulier celles qui sont en situation de handicap, continuent d'être des laissées-pour-compte dans le processus de prise de décisions en dépit de toutes les résolutions adoptées à l'issue des conventions, conférences et sommets de haut niveau des États parties. Elles ne peuvent pas contribuer à la vie de leur nation en raison des barrières culturelles, environnementales, sociétales et comportementales.

Toutes en sont réduites à une forme de handicap. La société cantonne toutes les femmes et les filles dans la catégorie du handicap, qui est pourtant reconnu comme une question de développement humain. Le handicap résulte de l'interaction entre les personnes et leur environnement physique, sociétal, et comportemental.

Les femmes et filles handicapées ou non sont toutes exposées aux mêmes barrières comportementales et environnementales. Ce fait entrave leur pleine participation à la vie publique sur un pied d'égalité avec les autres, telle que recommandé par la Convention des Nations Unies Relative aux Droits des Personnes Handicapées (CDPH), la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Comment alors peut-on garantir l'autonomisation des femmes et filles à toutes les étapes de leur vie qu'elles soient handicapées ou non ? En réponse à cette interrogation, la session enregistrera la participation des décideurs politiques et acteurs de la société civile. Elle se veut interactive et elle est ouverte au public. La conférence se déroulera en langue française.

Les participants discuteront de tous les aspects des adversités, y compris les nouvelles contraintes que la crise du COVID-19 impose aux femmes et aux filles. Celles-ci sont toutes, sans exception, exposées à des conditions handicapantes qui empêchent leur participation aux prises de décisions dans leur communauté. Chaque participant va préconiser des solutions et recommandations.

La conférence est conjointement organisée par Disability Inclusive Development Programs and Services et Entreprise Nationale et de la Diaspora pour le Développement Durable, en partenariat avec le Comité des ONG sur la Condition de la Femme, New York, de la Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies/ (CSW65).

Elle se tiendra de façon virtuelle, le 20 mars 2021, de 14h30 à 16h30 (New York), avec l'appui logistique de l'Organisation des Nations Unies.

**Organisateurs : DIDEPAS Inc., ETNAD3 LLC – CADUS**

Contact : [jeannettekahleuil@didepas.org](mailto:jeannettekahleuil@didepas.org) – (202) 469-0624 -[www.didepas.org](http://www.didepas.org)



## NGO Committee on the Status of Women, New York

### NGO CSW65 Virtual Forum Invites you to a Parallel Event

**March 20, 2021  
2:30 p.m.- 4:30 p.m. (New York time)**

**Theme: How to Ensure Women's and Girls' Empowerment, Including those with Disabilities, at all Stages of their Life?**

**Description:** Women and girls, especially those with disabilities, continue to be left behind in the decision-making process despite all the resolutions adopted after conventions, conferences, and summits of high-level States Parties. Those persons cannot contribute to their nation's life because of cultural, environmental, societal, and behavioral barriers.

All are reduced to a form of disability. Society confines all women and girls in the disability category. Disability, a recognized human development issue, is the result of an interaction between persons and their physical, societal, and behavioral environment.

Women and girls with and without disabilities are all exposed to the same behavioral and environmental barriers. That fact hinders their full participation in public life on an equal basis with others, as recommended by the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD), the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), and the 2030 Agenda on Sustainable Development Goals (SDGs).

How can we ensure women's and girls' empowerment at all stages of their lives, whether disabled or not? In response to this question, the session will hear political decision-makers and civil society actors. The conference plans to be interactive. It is open to the public and will be conducted in French.

Participants will discuss all aspects of adversities, including the new constraints that the COVID-19 crisis places on women and girls. All women and girls, without exception, are exposed to disabling conditions that prevent their decision-making in their community. Each participant will provide solutions and recommendations.

The conference is organized jointly by Disability Inclusive Development Programs and Services, and National and Diaspora Enterprise for Sustainable Development, in partnership with the NGO Committee on the Status of Women, New York, of the Commission on the Status of Women United Nations/(CSW65).

The conference will virtually happen on March 20, 2021, from 2:30 p.m. to 4:30 p.m. (New York time) with logistical support from the United Nations Organization.

**Organisateurs : DIDEPAS Inc., ETNAD3 LLC - CADUS**

Contact : [jeannettekahleguil@didepas.org](mailto:jeannettekahleguil@didepas.org) – (202) 469-0624 - [www.didepas.org](http://www.didepas.org)



20 Mars 2021 - 14h30-16h30 (New York)

## Thème : Comment Garantir l'Autonomisation des Femmes et des Filles, y Compris celles en Situation de Handicap, à toutes les Etapes de leur Vie ?

How to Ensure Women's and Girls' Empowerment, Including those with Disabilities, at all Stages of their Life?

**Il est obligatoire de vous inscrire en tant qu'ONG CSW65 Virtual Forum Advocate pour participer à cet événement.**

**Lien pour s'inscrire et participer – C'est gratuit : <https://ngocsw.org/ngocsw65/>**

### SPEAKERS' BIO



**HE Ambassador Hilda SUKA-MAFUDZE, Permanent Representative of the African Union to the United States of America**

Ambassador Hilda Suka-Mafudze is the Permanent Representative of the African Union to the United States of America. Her core mandate is to enhance and maintain existing bilateral ties. These ties strengthen democratic institutions, advance trade and investment, knowledge sharing, promotes peace and security, mutual relationships between U.S and all 55 AU member countries based on culture and shared values. A career diplomat with experience that spans the African continent, Ambassador Suka-Mafudze assumed her most recent duties on November 2, 2020.

Prior to coming to the U.S., she helped lead diplomacy for more than two decades in a variety of top government positions in her home country – Zimbabwe. Well known as a “quiet champion of democracy,” Ambassador Suka-Mafudze held ambassadorial positions representing her country in Khartoum Sudan and South Sudan between 2010 and 2019, and most recently in the Republic of Malawi. With a staunch commitment to democracy and the will of the people, Ambassador Suka-Mafudze worked fastidiously with the 55 AU member countries to promote and deepen democracy and democratic elections on the African continent. While Ambassador to Malawi, she chaired the group of regional ambassadors representing the South African Development Community (SADC), a regional Economic Community comprising 16 member states. With an agreed objective to coordinate efforts and settle issues of a contested national election, the Ambassadors engaged deeply with the African Union Election Observers and other international observers.

Ambassador Suka-Mafudze herself was serving as an international observer. In Khartoum Sudan and South Sudan, she led important high-level political processes that continue to move the entire region toward greater peace and security. In 2007, Ambassador Suka-Mafudze was the Executive Director of Community Development where she was responsible for the day-to-day running of an organization and technical professional staff who interfaced with the government, civil society, and private sector. She worked to ensure civil society needs were articulated and streamlined in public policies and programs. From 2000 to 2005, Ambassador Suka-Mafudze served as an elected member of Zimbabwe's Parliament. As one of the few women parliamentarians, she was an influential voice committed to ensuring Zimbabwe's laws were balanced and served the interests of the poor and other marginalized groups – women, youth, the elder and children.

Ambassador Suka-Mafudze has a Master of Arts degree in International Relations and the World Order from the University of Leicester, United Kingdom, and a Bachelor of Science degree (with Honours) in Sociology and Gender Development from the Women's University in Africa (WUA). Located in Marondera, Zimbabwe, WUA is a private university that works to address gender disparity and foster equity in tertiary education while developing knowledge and skills in areas of vital importance for women. Ambassador Suka-Mafudze's other professional and academic training include: The United Nations Senior Mission Leaders' Course, Interaction Leadership from the British Council, a professional certificate in Networking Leadership, Diplomacy, and Mediation Skills, Leading in Conflict Environments and Skills for Conflict Transformation. Ambassador Suka-Mafudze is fluent in English, working knowledge of French and some Southern African languages, including Shona and Ndebele. Ambassador Hilda Suka-Mafudze is married with four beautiful children.



**Madame Laure Baflan-DONWAHI, Maire de la Commune de Mayo-Oulo, Présidente de l'Union des Femmes de la Région de la NAWA, Côte d'Ivoire**

Laure Baflan Donwahi est une femme politique ivoirienne née le 05 mars 1973 à Lyon. Maire depuis 2013 de la commune de Mayo (située à 365 km d'Abidjan dans le département de Soubéré, Région de la Nawa), elle est mariée à Alain-Richard Donwahi avec qui elle forme une grande famille recomposée de huit enfants.

Issue d'une grande famille appartenant au peuple Wê, Laure Baflan Donwahi, est originaire de Bathiébly-Trodou, dans le département de Kouibly, région du Guémon.

Son ancrage dans le grand Ouest ivoirien est renforcé par son enfance à San Pedro, deuxième ville portuaire, où elle effectue une partie de son cycle secondaire avant de se rendre en France pour y poursuivre ses études.

Laure Baflan Donwahi effectue ses premiers pas dans la vie politique, en tant que conseillère municipale chargée de l'habitation sociale, de l'environnement et de la culture à la mairie d'Illkirch-Graffenstaden, commune au sud de Strasbourg située dans le département du Bas-Rhin, fonction qu'elle exerce pendant quatre ans, de 2008 à 2012.

Elue aux élections municipales de 2013 et réélue en 2018, elle est l'une des 16 femmes maires de Côte d'Ivoire sur un total de 201 communes. En poste depuis bientôt huit ans, Laure Baflan Donwahi a imprimé sa marque sur sa commune et au-delà sur la région de la Nawa, en axant son mandat sur cinq priorités : l'éducation, la santé, le développement des infrastructures de base, l'environnement et la création d'activités génératrices de revenus.

Laure Baflan Donwahi est également Présidente de l'Union des Femmes de la Région de la Nawa (UFRN), au sein de laquelle elle milite pour une plus grande autonomisation des femmes et des jeunes filles. Elle est par ailleurs 4ème Vice-présidente de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), chargée de l'environnement et du développement durable et représentante Côte d'Ivoire du R20.

Maire dynamique et engagée, Laure Baflan Donwahi est une actrice majeure du développement économique et social de la région de la Nawa. En presque huit ans, elle a réussi à réaliser voire dépasser l'intégralité de ses engagements, et à instaurer un cadre de vie amélioré pour ses administrés.

Malgré le budget modeste dont dispose la commune, le bilan de Laure Baflan Donwahi à la tête de la commune de Mayo est l'un des plus satisfaisants de la région voire de tout le pays ; un engagement qui lui a valu les prix de « Meilleure gestionnaire de mairie de Côte d'Ivoire pour l'innovation » et de « 3ème lauréat National du Prix d'Excellence de la commune la plus propre » en 2018.

En plus de ses engagements politiques et communautaires, Laure Baflan Donwahi est un chef d'entreprise accompli, qui mène de front toutes ses activités, tout en étant présente pour sa famille, ses enfants, et son entourage.



**Pr Mohenou Isidore DIOMANDE, Professeur à l'UFR Sciences Médicales d'Abidjan, Chef de Service au CHU de Cocody et Directeur du Diplôme d'études spéciales en Anatomie Pathologique**

Le Professeur DIOMANDE Mohenou Isidore est diplômé de la Faculté de Médecine d'Abidjan depuis 1986. Après son agrégation en médecine, option anatomie pathologique en 1992, il est devenu professeur titulaire en 1999. Il est actuellement Professeur à l'UFR Sciences médicales d'Abidjan, chef de service au CHU de Cocody et Directeur du Diplôme d'études spéciales en Anatomie Pathologique.

Au plan administratif, ancien Doyen de l'UFR Sciences Médicales d'Abidjan (2004-2010), il a été Président de la Conférence Internationale des Doyens et des Facultés de médecine d'Expression Française (2007-2009) et est actuellement Chairman, Faculty of Laboratory Medicine du Collège Ouest-africain des Médecins dont le siège est à Lagos, Nigeria.

Au plan scientifique, il est vice-président de l'Académie Internationale de Pathologie, vice-président du Collège Ouest-africain des Médecins, membre de l'American Society for Clinical Oncology (ASCO) et Président de la Société ivoirienne de pathologie.

Au plan social, il est président de l'ONG Santé-Education-Développement Côte d'Ivoire, agréée depuis 2020 qui vise à promouvoir la santé, l'éducation et le développement durable. Dans ce cadre il a déjà organisé des activités de dépistage des cancers du col et du sein avec la société ivoirienne de pathologie. En partenariat avec BVGH (ONG américaine) il participe au projet « African Access Initiative » qui vise à faciliter le diagnostic et l'accès aux traitements des cancers en Afrique.



**François NDENGWE, Fondateur et Président de African Advisory Board, Rédacteur en Chef, Hommes d'Afrique Magazine, Femmes d'Afrique Magazine**

François Ndengwe est le fondateur et président de African Advisory Board, entreprise de consulting dédiée au développement économique et stratégique de l'Afrique. La mission d'A2B sur ce continent est de : (i) Améliorer la pratique et la réflexion sur les politiques publiques ; (ii) Augmenter la productivité des entreprises, des administrations publiques et privées ; (iii) Faciliter les investissements à forte intensité de capital ; (iv) Mesurer les progrès.

La GoRA (Goal Rating Agency) fait partie des nombreux produits et services que François Ndengwe a créés et que A2B propose à ses clients. GoRA est un outil innovant qui améliore considérablement la productivité et l'efficacité de la politique d'aide au développement. En outre, GoRA rend cette politique plus transparente pour les parties prenantes, dont des donateurs, les bénéficiaires, gouvernements ou citoyens. Grâce au GoRA, à son impartialité et à son approche factuelle, l'allocation optimale et l'utilisation efficace des décaissements d'aide deviennent possibles : ainsi, les donateurs et les bénéficiaires économisent des dizaines de millions de dollars chaque année tout en atteignant leurs objectifs, et cela, sans dépassement de délai.

GoRA est une méthodologie de notation révolutionnaire fondée sur les techniques mathématiques et scientifiques les plus récentes, combinées à une connaissance approfondie et inégalée du contexte social, économique et politique africain. En effet, les notes du GoRA reposent sur quatre piliers : ingénierie de la fiabilité ; audits d'enquêtes et diagnostic ; analyse vectorielle ; gestion culturelle. Ces quatre piliers sont renforcés par quatre disciplines utilisées de manière innovante au cours des étapes systématiques du processus de notation du GoRA : (i) la logique, à la fois classique et floue ; (ii) PPSE (prononcer «psee», Probabilistic and Possibilistic modelling ; Statistics and Evidence theory) : modélisation probabiliste et possibiliste ; Théorie des statistiques et des preuves ; (iii) Algèbre booléenne ; (iv) Prévisions.

Ces disciplines, ainsi que certaines techniques mathématiques et scientifiques, telle l'ingénierie de la fiabilité, sont utilisées avec succès dans l'industrie depuis bien longtemps déjà. Avec GoRA, elles sont introduites pour la première fois dans les politiques publiques. François Ndengwe travaille actuellement à l'élaboration d'un logiciel convivial de GoRA, extensible à divers domaines, dont les agences de notation.

Ancien professeur de mathématiques avec un intérêt particulier pour l'optimisation, diplômé de mécanique théorique à l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, François Ndengwe est également diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Il a créé de nombreux produits financiers. Membre fondateur du Congrès des Économistes africains, il a présenté un document révolutionnaire lors de la première conférence du Congrès en mars 2009 sur la Théorie Vectorielle de la Monnaie. Lancée par François Ndengwe, cette théorie se fonde sur les travaux de prédécesseurs célèbres parmi lesquels Benjamin Graham (1894-1917) et William Stanley Jevons (1835-1882). La théorie vectorielle de l'argent rejette la monnaie fiduciaire et la monnaie-papier, pratiquée par les banques centrales d'aujourd'hui. Il considère celle-ci comme la cause principale de la plupart des crises monétaires et financières contemporaines, dont celle qui a frappé le monde en 2008. Pour remplacer la monnaie fiduciaire, la TVM propose une politique monétaire qui rattache la monnaie à un ensemble de biens et services doublement souverainisés.

M. Ndengwe a plus de deux décennies de réalisations économiques et technologiques dans les pays en développement, en plus d'avoir couvert les années précédentes en tant que journaliste, des centaines d'ateliers, séminaires et forums de l'OCDE, de la Banque mondiale, des Nations Unies et de la Banque Africaine de Développement.

Avant cela, il avait travaillé entre autres sur des projets de barrages hydroélectriques et de barrages d'irrigation sur le Tigre et l'Euphrate (Irak). En février 2000, il a remis un rapport au président de la Banque mondiale sur le projet d'oléoduc au Tchad et au Cameroun. En novembre 2006, il a été invité à participer à la réunion d'experts de la CNUCED sur « l'investissement étranger direct dans les ressources naturelles » au cours de laquelle il a présenté une étude de référence : « L'investissement étranger direct dans les ressources naturelles et le développement économique en Afrique : les conditions du succès ». Il est souvent invité pour un avis d'expert sur des questions économiques et stratégiques, par exemple sur France 24, la télévision internationale française.

M. Ndengwe travaille actuellement à lancer au sein de l'Université Howard à Washington, aux USA, à un institut universitaire dédié à l'Afrique. Conçu par M. Ndengwe, cet institut est une innovation dans le monde universitaire qui devrait rapidement s'imposer comme la référence américaine non seulement dans l'enseignement de haut niveau sur l'Afrique, mais aussi dans la recherche et le consulting sur ce continent.

M. Ndengwe, qui démontre que l'Afrique a les moyens d'être invincible dans le triangle de la souveraineté – monnaie, militaire, droit – est également le conseiller de deux magazines mensuels panafricains de premier plan, Hommes d'Afrique Magazine et Femmes d'Afrique Magazine, publiés en français et anglais à partir de Rabat au Maroc. François Ndengwe est marié et père de trois enfants.



**Jeannette KAH LE GUIL, Fondatrice & CEO**

- Disability Inclusive Development Programs and Services, Inc. (DIDEPAS)
- Entreprise Nationale et de la Diaspora pour le Développement Durable, LLC (ETNAD3)

Jeannette Kah Le Guil is a social entrepreneur and a specialist in interdisciplinary disability-inclusive development. She is Founder & CEO of Disability-Inclusive Development Programs and Services (DIDEPAS), Founder & CEO of Entreprise Nationale et de la Diaspora pour le Développement Durable (ETNAD3), Co-Founder of Consortium of Africans Diaspora based in the U.S. (CADUS) for the Social and Economic Inclusion of Persons with Disabilities to advocate for the implementation of the CRDP, Director of Disability Ministry at Georgia Baptist Church to equip and train church members to welcome people with disabilities and their families.

Jeannette Kah Le Guil is involved at national, regional, and international levels to address women's rights, children's rights, and mainstream persons with disabilities in the global social and economic agendas.

Jeannette hosted a radio campaign for several months to raise awareness of the COVID-19 socioeconomic effects and protect the most vulnerable populations (women, children, single-mothers, the homeless, the street children, chronic ills, the disabled).

Jeannette is a former employee of the World Bank Group with 31 years of breadth and depth of knowledge and experience in organizational, project and budget management.

Jeannette participates in global discussions as a member of the UN Civil Society and Coordination Mechanism Steering Committee of the CRPD, as well as the U.N. High-level Political Forum on the Sustainable Development Goals (HLPF-SDGs) to increase the voice and the active participation of the most marginalized groups and ensure the full implementation of the CRPD and SDGs at national and international levels. She initiated DARE - Disability Advocacy Resource Employees, a group at the World Bank Group.

She participated in the Second Session of the Ad Hoc Committee in 2003 to establish the Committee to draft the United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD), and the Ad Hoc Committee of the 8th Session of the

CRPD, its negotiation with members of State Parties, its adoption and entry into force. She participated in the 13 Sessions of the Conference of States Parties to the U.N. CRPD to take stock of progress made in enhancing the lives of persons with disabilities.

Jeannette collaborates with the International Disability Alliance (IDA) to promote the inclusion and human rights of persons with disabilities in the world. She is also a member of the Americans with Disabilities Act Leadership Network (L.N.). The L.N. comprises diversity and inclusion coordinators, employers, and independent advocates trained to help implement the Americans with Disabilities Act (ADA) to "assure equality of opportunity, full participation, independent living, and economic self-sufficiency for individuals with disabilities."

Jeannette is a member of the United States International Council on Disabilities (USICD), American Association of People with Disabilities (AAPD), Autism Speaks National Capital Chapter.

Jeannette has also contributed to the constitution and the inaugural launch of the African Disability Forum (ADF) to help implement the CRPD in Africa. She participated and represented the Confédération des Organisations des Personnes Handicapées de Côte d'Ivoire (COPHCI) at the constitutive meeting of ADF. I also collaborate with the COPHCI in many respects. Introduced the CRPD in Côte d'Ivoire and campaigned for its ratification by the Government and trained stakeholders as well.

She participated in the drafting and negotiation to adopt the African Union Protocol (ADP) to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Persons with Disabilities in Africa by the African Union Heads of States crafted from the CRPD.

Jeannette held discussions at the World Bank Group with World Bank Group officials on solutions to implement the CRPD in Africa in collaboration with the African Diaspora based in the United States.

She engages with African Diaspora regularly to raise issues affecting people with disabilities in Africa and the challenges faced by immigrants with disabilities, including refugees.

Jeannette is among the inaugural members of the International Diaspora Engagement Alliance (IDEA), the United States Department's initiative, and the USAID Global Partnership Office. Jeannette initiated several activities on the African diaspora's contribution to their host and country of origin, including remittances and women and girls' engagement in Science, Technology, Engineering, and Mathematics (STEM).

She is also a Federal Emergency Agency (FEMA) certified in emergency preparedness and disaster management. She is a member of the FEMA Community Emergency Response Team (CERTs).

Jeannette participated in the discussions about the extension and enhancement of the African Growth and Opportunity Act (AGOA) for another ten years (2015 to 2025). She organized and moderated an event at the 2019 AGOA Civil Society Forum.

She participated actively in discussions on the World Bank Group Disability Inclusion and Accountability Framework and the World Bank Group Environmental and Social Safeguards Framework – Disability Consultation on Disability.

Jeannette led a group to advocate and raise funds to mainstream people with autism in society through National Autism Speaks for ten years.

Constitute a bridge between the African continent and the U.S. to advocate that issues that disabled people face in Africa be addressed in international policy discussions to support the concerns of immigrants with disabilities.

Born in Côte d'Ivoire, Jeannette received her Bachelor of Arts in Interdisciplinary Disability Studies from The City University of New York, a Bachelor of Business Administration from the University of Côte d'Ivoire. Jeannette obtained a certificate in International Development with Focus on Disability at Gallaudet University. She also possesses several certificates from professional and academic institutions in human and social development, organizational development, management, diversity and inclusion, preparedness, disaster management, and designing and Implementing Monitoring & Evaluating Systems.

Jeannette is currently enrolled in a Master of Science in Disability-Assistive Technology Studies and Human Services at California State University Northridge.



**Binouri Brice MONNOU, Consultante Senior Experte en Migrations et Développement - Présidente de Femmes et Contributions au Développement (FECODEV)**

Française d'origine Béninoise, Binouri Brice MONNOU est Consultante Senior Experte en Migrations et Développement. Elle intervient depuis 2002 en France, en Europe et en Afrique sur des missions de Speaker - Modération – Organisation et Stratégie – Conduite et Gestion de projets de développement – Diverses formations professionnalisantes.

Binouri Brice MONNOU participe depuis plus de 15 ans, seule ou en équipe au titre d'acteurs collectifs non gouvernementaux, à des espaces d'étapes de négociation internationale, de Consultation, de Concertation ainsi qu'à des actions de plaidoyers multipartites auprès : des Nations Unies, plusieurs agences de développement, des ministères et autres institutions d'Etat, des organisations non gouvernementales en France, en Europe, en Afrique et à l'international.

Parmi ces interventions et contributions notamment dans le cadre des Forums mondiaux sur Migrations et Développement (FMDD) organisés par les Nations unies, elle a contribué en 2007, en tant que Membre du Comité de Pilotage de l'organisation du 1<sup>er</sup> FMMD en Belgique, en tant que Déléguée en 2009 en Grèce, en 2010 au Mexique, en 2011 en Suisse, en 2012 en Ile Maurice, en 2014 en Suède, en 2017 au GFMD Business Mechanism avec IOE en Allemagne, en 2020 dans des groupes d'expert.es, à la Consultation Régionale du FMMD et de l'Union Africaine, du FMMD et de l'OCDE et Déléguée au sommet des Emirats Arabes Unis (EAU).

Elle siège au Conseil d'Administration du FORIM, plateforme d'environ 1000 associations de personnes migrant.es et des diasporas, qui interviennent en Afrique Subsaharienne, au Maghreb, en Asie du Sud Est, aux Caraïbes et dans l'Océan Indien. Le FORIM, en tant que composante société civile, est l'interlocuteur premier de l'Etat français sur les questions liées aux Migrations et Développement.

Elle préside le réseau FECODEV, plateforme d'une cinquantaine d'associations de développement dont les leaders sont des femmes (et quelques hommes) de la diaspora africaine, résident.es en France et originaires de 20 pays africains, de Haïti et de Comores. FECODEV renforce, promeut, les capacités d'action des personnes, des organisations notamment celles de la diaspora africaine, mutualise les compétences et initiatives en vue de valoriser la dynamique participative des femmes autour des Enjeux et Défis des Agendas 2030 et 2063.

Pour l'accès au financement lié aux projets, elle coordonne les travaux de l'Equipe OPAP de FECODEV qui accompagne les Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM) porteuses de projets de développement, dans les pays du CAD de l'OCDE, par un Appui technique et méthodologique de leurs Equipes projet en France et dans les Pays d'intervention. Depuis 5 ans, 130 OSIM accompagnées + 27 Projets éligibles déposés + 12 Projets Lauréats pour un montant total de 314 025 € dont 176 838 € de cofinancements alloués par le PRAOSIM. Les partenaires principaux : Agence Française de Développement (AFD), SYCTOM, Collectivités territoriales - FECODEV et les OPAP, OSIM, ONG locales...

Elle représente FECODEV auprès de Africa-Europe Diaspora Development Platform (ADEPT), du Réseau Francophone pour l'Égalité Hommes – Femmes (RFEHF) et de Coordination Sud.

Enfin Binouri Brice MONNOU en tant que Femme Leader, entend apporter sa contribution, toujours dans une dynamique du « faire ensemble », pour un mieux-être de chacun et de chacune et pour un monde plus juste.



**Claire DESAINT, co-Présidente, Association Française Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA)**

Claire Desaint est co-présidente de l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir – FDFA - Active dans plusieurs associations féministes elle a fait de l'égalité femmes-hommes le grand objectif de son militantisme.

Conseillère technique en 2002-2004 au cabinet de Nicole Ameline, Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle, où elle était chargée entre autres des droits des femmes handicapées, elle a rencontré Maudy Piot et l'a encouragée à créer une association. Créée en 2003, l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir lutte contre la double discrimination qu'entraîne le fait d'être femme et d'être handicapée et porte le plaidoyer positif de Femmes handicapées citoyennes avant tout.

L'association a rendu ainsi visibles ces grandes oubliées que sont les femmes handicapées, en particulier celles subissant des violences, 4 sur 5 d'entre elles. Pour elles, FDFA a créé une écoute spécifique.

Féministe engagée, Claire Desaint s'investit dans le croisement avec les associations féministes et participe à plusieurs réseaux : elle est vice-présidente de Réussir l'égalité femmes-hommes, administratrice de la Clef. Elle milite pour une approche du genre dans le handicap : En plus d'être co-présidente de FDFA, Claire Desaint est secrétaire générale de Handi Femme épanouie et membre élue du Comité Femmes du Forum européen des personnes handicapées à Bruxelles.



**Ms. Jeannine B. SCOTT, Principal, America to Africa Consulting (A2A), LLC**

Ms. Jeannine B. Scott has enjoyed a long-standing career of over 35 years in the field of international development, focused uniquely on the African continent, and spanning the private, non-profit, multi-lateral agency and US government sectors - domestically and globally. Presently she is the Founder & Principal of America to Africa Consulting, LLC, (A2A), focusing on brokering sound trade and investment linkages between companies in the USA and the African continent. In addition to A2A, Ms. Scott a Director in PetroAfrica, LLC and its affiliates, a diversified provider of oilfield supply and services; and Co-founder and Managing Principal in MineAfrica, LLC, which facilitates investments in the mining and related sectors.

Ms. Scott's previous tenures include: President of the U.S.-Angola Chamber of Commerce (USACC), the oldest bilateral chamber that promotes trade and investment between the US and Angola; Senior Vice President of Africare, formerly the oldest and largest African-American NGO uniquely focused on executing economic development and humanitarian programs across the continent of Africa; Advisor and Alternate U.S. Executive Director to the Board of the African Development Bank Group (AfDB), (a political appointment under the Clinton Administration); as well as earlier staff positions with both the AfDB and Africare

A seasoned professional in the field of humanitarian and economic development work, Ms. Scott has been called to serve on a number of high-level working groups including: UNHCR (Co-Chair of the Inter-Action Working Group on refugee and

humanitarian issues); the Center for Global Development, the African First Ladies Leadership Summits, among others. She twice served on the Obama Presidential Campaign Africa Policy Advisory Committees.

Ms. Scott serves on a number of boards notably including: Chairman of the Board of the Constituency for Africa (CFA), Howard University Law School - World Food Law Institute Advisory Board, African Growth & Opportunity Act (AGOA), Civil Society Network Advisory Board, and the African Union-Pan-African Diaspora Women's Association (AU-PADWA) Board. She is a member of the Council on Foreign Relations and the Africa Policy Group.

Ms. Scott holds an A.B. degree from Vassar College in Political Science and Africana Studies and a Master's degree in International Relations from Yale University. She has also studied at the National Defense University, the Institute of Development Studies (UK), The Sorbonne, University of Paris I, the Institute of European Studies (France), and the University of Dakar (Senegal). Ms. Scott is fluent in French and knowledgeable of Portuguese.



**Karen SABA, Co-Founder and Strategic Adviser, Safety Analysis and Business Advice LLC**

Ms. Saba has just completed her first Foreign Service officer assignment as a General Development Officer with USAID in the Philippines. However, as a technical advisor on disability rights, Karen Saba has worked with several non-governmental organizations (NGOs) and international donors organizations from around the world. Ms. Saba has extensive experience living and working in the Middle East (including Libya and Iraq), where she has designed and implemented refugee assistance programs for people with disabilities, conducted numerous empowerment and sensitivity awareness trainings, and led capacity building activities for civil society organizations, governments, and universities throughout the region. Her work has been highlighted by the Women's Refugee Commission report, Disabilities among Refugees and Conflict-affected Populations, June 2008.

Karen Saba holds a master's degree in International Development from American University, from Washington DC. and speaks fluent Arabic, French and English. She has published several articles on education and Disability Rights; and has completed several research studies on people with disabilities in the areas of economic development, including a field study in southern Africa examining the impact of Apartheid on the post-apartheid special education system. She is an expert in understanding how culture, poverty, modernization, bureaucracy and foreign aid impact self-identity worldwide.



**Liliane MEAMBLY, Spécialiste principale en investissements**

Née en Côte D'Ivoire et aînée d'une famille de 4 enfants. Elle a toujours voulu donner l'exemple. Après ses études secondaires, elle décide d'aller faire ses études universitaires toute seule au Canada à 18 ans et apprend les réalités auxquelles sont confrontées les jeunes filles. En étudiant en finances, domaine majoritairement dominé par les hommes, elle a pour objectif de déstigmatiser cette filière et de se l'approprier. Après son bachelor, elle travaille comme conseillère financière dans une banque pendant 3 ans avant d'être promu spécialiste principale en investissements.

Son autonomisation, elle l'a apprise tôt, de la dure manière en étant loin de sa famille. Mais, c'est ce qui l'a fait grandir et l'a aidé dans son développement de carrière.



**Pierre MOUGIN, Administrateur Directeur Général de AGIR FINANCE Côte d'Ivoire SA, Société de Microfinance, Expert en Finances, Formateur à l'Institut des Techniques Bancaires (ITB)**

### Activités récentes

- Etude de faisabilité et dossier d'agrément de AGIR FINANCE Côte d'Ivoire, Société de Microfinance ; confection des manuels de procédures ; dossier présenté à la DNM et à la BCEAO, ayant obtenu agrément et Arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Préparation du Business plan de CÔTE D'IVOIRE LOGISTIQUE AGROINDUSTRIE CACAO-CILAGRI CACAO SA, société d'exploitation d'une usine de transformation de fèves de cacao d'une capacité de 96.000 Tonnes. Usine en cours de réalisation à Bonoua (sud-est de la Côte d'Ivoire). - Dossier de recherche de financement ;
- Préparation du Business plan de CÔTE D'IVOIRE LOGISTIQUE AGROINDUSTRIE CAJOU-CILAGRI CAJOU SA, société d'exploitation d'une usine de transformation de noix de cajou d'une capacité de 100.000 Tonnes. Usine entièrement installée en zone portuaire de Vridi à Abidjan. Dossier de recherche de financement ;
- Contrat de consultance de conseil financier pour le suivi des procédures budgétaires et de l'audit interne de la société :CI LOGISTIQUE (Guichet Unique Automobile Côte d'Ivoire, concessionnaire des procédures de dédouanement des véhicules importés en CI,
- Contrat de consultation auprès d'EURO CONSULTANTS dans le cadre du programme de Restructuration et de Mise à Niveau de l'industrie des pays de l'UEMOA ; Service d'expertise pour la mise en œuvre d'Investissements et de mise à niveau ;
- Consultant agréé auprès de l'APEXI dans le cadre du programme FARE ; Fonds d'Appui à la Revitalisation des Entreprises ayant pour objectif la croissance et le renforcement du potentiel d'exportation des Entreprises ivoiriennes ;
- Diagnostic d'Ensemble et Elaboration de Plan de Restructuration - Loterie Nationale de Côte d'Ivoire ;
- Structuration Organisationnelle et Elaboration de Manuels de Procédures
  - Société Ivoirienne d'Investissements Immobiliers,
  - Regicom Construction CI
  - CELIUM GROUP SA
  - LC CONSTRUCTION SARL.

- M. Mougin est diplômé de l’Institut des Techniques Bancaires et titulaire du Diplôme d’Etudes Supérieures Spécialisées en Commerce Extérieur – Centre d’Etudes du Commerce Extérieur Université de Marseille (France). Il est au titulaire d’une Maîtrise en Economie, option Gestion d’Entreprise – Université Nationale de Côte d’Ivoire Université FHB d’Abidjan
- M. Mougin fut Conseil financier chargé de la définition de politique générale et d’orientations stratégiques, Définition de la planification stratégique et du système de mesure des performances, Diagnostic d’ensemble et élaboration de plans de restructuration ;
- M. Mougin a contribué à la définition et au développement des procédures et des politiques de reporting financier cohérentes pour toute l’organisation (budget, outils de prévisions) et évaluation les réalisations par rapport aux prévisions (contrôle budgétaire), Structuration organisationnelle et élaboration de manuels de procédures, Définition de l’adéquation entre la politique de risques et de l’application des règles prudentielles définies en matière d’engagements sur l’ensemble des marchés financiers, Définition de la politique de contrôle permanent sur l’ensemble des risques de crédits, de marché, de taux global de liquidité, de transformation, d’opérations de la Banque et de ses filiales (tous marchés confondus) ;

Il a procédé à la définition des plans marketing et exécution d’un plan Marketing et surveillance des normes de gestion (ratio prudentiels) dans le cadre de l’octroi des lignes de crédits (ratio de division des risques), Définition de la stratégie commerciale (stratégie institutionnelle, stratégie produits)

- M. Mougin était chargé de la définition et exécution des programmes de contrôle et d’audit interne, Restructuration organisationnelle, restructuration de systèmes d’information, Définition d’un système comptable et budgétaire, Rédaction des manuels de procédures dans l’industrie, le commerce et l’agroalimentaire.



**Dr. Olivier MANCERON, co-Président, Association Française Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA)**

Olivier Manceron, 71 ans, vit dans l’Oise. Médecin de famille depuis 1978, malade depuis 2008, il a appris à écouter la souffrance des gens. Écrivain de théâtre et de poésie depuis toujours, slameur avant l’heure. Il a publié des essais, *Le sexe Zéro* (2012) et *Paroles d’hommes* (2018), pour souligner qu’il n’y a pas d’amour possible dans la domination. Il est membre du Haut Conseil à l’Égalité Femmes/Hommes, et milite dans diverses associations : Zéromacho, Femmes pour le dire, Femmes pour agir, L’Amicale du Nid, etc.



**Sefakor KOMABU-POMEYIE (Ph.D.) Founder of Enlightening and Empowering People with Disabilities in Africa (EEPDAFRICA)**

Sefakor's personal experience as a woman of color with a physical disability has shaped her journey as an advocate for underrepresented especially, women with disabilities around the globe. She has Ph.D. in Educational Leadership and Policy Studies, MA in Policy Analysis and Advocacy and BA in French/English. Her experiences include serving as an international disability rights advocate, educator, researcher, and policy analyst for the UN Convention on the Rights of Persons with Disability (UNCRPD), and as the Resource Center Coordinator of the Ghana Education Service.

She has been a staunch supporter of inclusive education for people with disabilities and lobbied successfully with other advocates in Ghana for the establishment of the Disability Law (Act 715) of Ghana as well as the ratification of the UNCRPD. She has won so many International awards including the International Service Award from the Association of University Centers on Disabilities (AUCD), Ford Foundation International Fellowship award, and the International Alliance of Women (TIAW) award.

Sefakor is the Founder of Enlightening and Empowering People with Disabilities in Africa (EEDP AFRICA). Her work represented an attempt to transform her experiences into a coherent intellectual critique, and, in the process, to make sense of the shortcomings and idiosyncrasies that underlie contemporary responses to human rights abuses in schools. In 2016, Sefakor was named the 6th most influential disabled person in the world.

Sefakor also serves on so many boards including the World Learning Global Advisory Council, The High-Level Political Forum of UN (HLPF), The President's Commission on Inclusive Excellence (PCIE) of University of Vermont (UVM), Rights and Democracy, and the ADA Taskforce of UVM. She co-authored the book "Disability in the Global South: The Critical Handbook".

Sefakor is the Independent Living Coordinator at the Vermont Center for Independent Living (VCIL)



**Vanessa BAH-LEROUX, Avocate au Barreau de Côte d'Ivoire.**

J'exerce ma profession depuis 8 ans, j'ai commencé à Paris et désormais je suis installée à Abidjan. Je suis mariée et maman de quatre enfants âgés de 4 à 12 ans.

À côté de mes activités professionnelles, j'ai de nombreuses activités associatives, au sein de l'association des Jeunes Avocats de Côte d'Ivoire dont je suis la Secrétaire Adjointe et des associations des femmes du secteur minier en Côte d'Ivoire (FEMICI) et en Afrique (AWIMA). Je défends à titre bénévole les femmes et jeunes filles ayant des difficultés au plan judiciaire. Je fais aussi de la vulgarisation du droit en intervenant à la télévision pour expliquer des notions de droit au grand public. J'ai été candidate aux législatives du 6 mars 2021 dans la commune de Guiglo dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

**Organisateurs : DIDEPAS Inc., ETNAD3 LLC - CADUS**

Contact : [jeannettekahleuil@didepas.org](mailto:jeannettekahleuil@didepas.org) – (202) 469-0624 -[www.didepas.org](http://www.didepas.org)